

toujours leur donner un pic et une pelle, les faire travailler à la main, et s'il y en a encore trop, on peut toujours prendre des cuillers à café, ça va employer plus de monde. Mais c'est ridicule.

Si le génie de l'homme a été assez intelligent pour créer la machine pour le remplacer à la production, que notre gouvernement soit assez intelligent pour lui trouver le moyen de distribuer la production qui a été faite par la machine pour satisfaire aux besoins des consommateurs canadiens, c'est là une solution. Mais pour en arriver là, il faut arriver avec des théories ou des techniques nouvelles qui ne sont pas appliquées présentement. On est plus en forme comme gouvernement pour imposer des quotas et bloquer la production. A un moment donné, on dit aux producteurs: Vous produisez trop. Il y en a tout un groupe en chômage qui crèvent de faim, qui auraient besoin,—le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est là,—il y a bien des gens qui aimeraient avoir du lait à leur table. Ils ne peuvent pas en avoir parce que ça coûte trop cher, parce qu'ils ne peuvent pas avoir le moyen de l'avoir et pendant ce temps-là on a des producteurs laitiers qui eux seraient prêts à faire cette production-là pour les aider, pour solutionner les besoins des autres. Mais non on leur impose des quotas. Au même moment où on leur impose des quotas sur la production, on importe des autres pays, on importe, comme l'année dernière, 46 millions de livres de fromage. Pour produire cela il faut 500 millions de livres de lait. Ce n'est pas nous autres qui les ont produit ces livres de lait-là, ce sont les pays qui nous ont exporté leur fromage. Au même moment, on dit à nos cultivateurs: Vous produisez trop de lait vous autres, et on coupe la production. Ça c'est l'attitude du gouvernement présentement.

Mon collègue de Bellechasse (M. Lambert) aujourd'hui relevait encore un problème dans ce domaine-là. Alors que des subsides doivent être payés aux cultivateurs, le gouvernement fédéral leur fait supporter l'odieux d'une discussion entre différents organismes. On ne veut pas leur payer ou leur donner la possibilité de faire une expansion chez eux, de se créer des emplois chez eux. Les gens sont capables de s'en créer quand on leur donne la possibilité, la liberté de l'individu, se créer un travail quelconque, en grande partie ils sont capables de le faire. Mais on cherche par tous les moyens à les rapetisser, à leur enlever ce potentiel-là par toutes sortes de réglementations.

Comme le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) disait tantôt: Ça prendrait encore plus de direction du gouvernement fédéral. L'attitude de serrer le citron: le citron il y en a une «gang» qui commencent à être tannés de se le faire serrer à travers le Canada. Les quotas d'importation, dans la province de Québec comme dans les autres provinces, l'industrie du textile, par exemple, qui est en train de crouler, l'industrie de la chaussure qui est en train d'être complètement détruite au Canada, et le présent gouvernement, lui, permettait une importation massive: 54.4 millions de paires de chaussures importées au Canada l'année passée. Cela veut dire à peu près deux paires de chaussures et une paire de pantoufle par Canadien. Pendant ce temps-là on se plaint qu'on a des chômeurs. On a dans le domaine de la chaussure plus de 50 p. 100 des gens qui sont débarqués de là; en 1968, 208 manufactures de chaussures au Canada. En 1977, 150. Après cela on dit: On a tellement de problèmes. Qu'est-ce qu'on va faire?

*L'Adresse—M. G. Caouette*

● (1845)

Le discours du trône ne suggère absolument rien à part des grandes phrases comme: Si nous avons du chômage cela dépend des chômeurs; si l'économie marche mal c'est parce que le chômeur chôme. Si le taux du chômage est très élevé, cela est créé par le chômeur, non pas par l'économie comme telle.

Par contre, le gouvernement est capable de réduire la taxation des financiers. Je mentionnais tantôt que le gouvernement ne s'est jamais posé de questions lorsqu'il veut faire des prêts à l'extérieur afin de développer au Canada. Il ne s'est jamais posé la question à savoir si on y mettra les contrôles de prix et de salaires là-dessus, non, non. Lorsqu'il s'agit des financiers on ne contrôle pas, on leur laisse charger le taux d'intérêt qu'ils veulent. On ne discute plus cela. Allez-y les petits gars, les taux d'intérêt cela importe peu. On va même jusqu'à leur dire dans le discours du budget, qu'on va leur donner à ces financiers-là, on réduira les taxes aux financiers. Cela est correct!

Ceux-là on les aide, on réduira leurs taxes. Cependant, le petit payeur de taxes, celui qui a de la misère à vivre aujourd'hui, non, celui-là on n'en parle pas. Cela c'est dangereux de les aider ceux-là. Il faut les tenir dans la misère, une fois qu'ils sont dans la misère on peut mieux les contrôler. C'est là l'attitude du gouvernement.

Dans son ensemble, le discours du trône révèle quoi? Absolument rien! Tout simplement une attitude qui a toujours été la même. Cela laissait à espérer jusqu'au discours du très honorable premier ministre un changement d'attitude dans le domaine économique. Mais d'après son discours, cela nous a laissé comprendre qu'il ne veut absolument rien changer. Il nous a même fait toute une sortie de données statistiques pour nous prouver que nous étions dans le meilleur des pays, dans le meilleur des mondes, sans aucun problème. Il y avait plusieurs petits accrochages, mais les accrochages ne dépendent pas du gouvernement. Non. Cela n'est jamais leur problème. C'est le problème de tout le monde à l'exception de l'administration fédérale.

On a même fait l'évaluation du dollar aujourd'hui. On se faisait dire que nous en sommes rendus au plus bas niveau depuis 1930. Mais, encore là, cela ne dépend pas de l'administration fédérale. Non! Cela dépend des autres pays. Si nous n'avons pas su maintenir une productivité valable, si nous n'avons pas su favoriser l'entreprise par des mesures qui stimulent la créativité chez l'individu, si nous n'avons pas su faire cela, cela ne dépend pas du gouvernement. Non. Cela dépend toujours des autres pays. Donc on réduit la valeur du dollar et après cela on dit: Maintenant nous pourrions exporter. Mais je demande: Exporter quoi? On a détruit nos fabricants, on a détruit notre fabrication par des importations depuis quelques années, et encore cette année. Et nous exporterons quoi, avec tout cela? Les richesses naturelles comme avant? Cela ne solutionne pas le problème, absolument pas.

On parle de l'énergie. Il faut épargner l'énergie! On bâtera un pipe-line afin d'aller chercher les produits pétroliers dans le Grand Nord pour les descendre chez les Américains, un peu pour nous autres dans l'Est du Canada. On dépensera des fortunes là-dessus. Pendant ce temps les ministres les uns après les autres disent, comme le premier ministre nous disait dans le discours du trône: Il faudra que les Canadiens apprennent à se